

(N° 175.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MARS 1928.

**Dissentiment entre la Cour des Comptes et le Département
de l'Agriculture à propos d'un cas d'application de la loi
sur les pensions civiles (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS ET DES
ÉCONOMIES (2), PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

Le différend a surgi à l'occasion de la liquidation d'une ordonnance émise pour le paiement du premier terme de la pension accordée par Arrêté royal du 23 octobre 1926 à un fonctionnaire. Celui-ci exerçait les fonctions de directeur au Ministère de l'Agriculture, lorsque, en 1908, il fut nommé membre du Comité permanent de l'Institut International d'Agriculture à Rome.

En même temps, il était placé dans la position de disponibilité avec conservation de son rang d'ancienneté dans le cadre d'activité. L'arrêté de nomination mentionnait qu'il « jouirait en cette qualité d'un traitement annuel dont le chiffre comprenait, outre le traitement maximum afférent à son grade, une somme allouée à raison de sa mission spéciale. »

L'intéressé fut assimilé, en 1912, pour le rang hiérarchique, aux inspecteurs généraux du département, et bénéficia d'un traitement supérieur à celui de ce dernier grade.

En 1921 et 1924, il obtint une rémunération globale, supérieure au montant fixé par le règlement organique en vigueur à cette époque.

Cette différence représentait en fait une indemnité fixe et annuelle accordée à titre de frais de représentation, et avait été considérée, d'abord, comme indemnité de résidence.

La Cour des Comptes fit observer à M. le Ministre de l'Agriculture, qu'à son avis, le traitement en question était composé de deux éléments : une partie correspondant à un traitement et un supplément attribué à raison des charges et

(1) Voir l'annexe ci-jointe.

(2) La Commission est composée de : MM. Hallet, président; Pussemier, vice-président; Carlier et David, secrétaires; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyt, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) et Wauwermans.

frais imposés à l'intéressé par sa mission à Rome : partant, les prescriptions de l'Arrêté royal du 25 novembre 1848, ne permettent pas d'assimiler ces charges et ces frais à un supplément de traitement; ils constituent le remboursement des dépenses inhérentes à la fonction.

Le Conseil des Ministres entérina l'arrêté royal en discussion. Il invoque que, lors de sa désignation pour l'Institut de Rome, le Gouvernement avait d'abord alloué à ce fonctionnaire un traitement et une indemnité de résidence et un nouvel Arrêté royal lui a alloué un traitement comprenant les deux rémunérations.

Cette dernière mesure a été prise pour tenir compte des sacrifices personnels que devait imposer sa nouvelle situation à l'intéressé, pour permettre d'opérer des retenues sur l'ensemble de ses émoluments et de faire intervenir ceux-ci intégralement dans le calcul de sa pension.

Le Gouvernement est d'avis qu'il est équitable de respecter l'accord intervenu entre le Gouvernement et le fonctionnaire en cause.

Se conformant à la loi du 29 octobre 1846, la Cour des Comptes a visé avec réserve l'ordonnance litigieuse.

Votre Commission, tout en remerciant la Cour des Comptes de son attention et de ses scrupules, est d'avis que la Chambre peut se borner à prendre acte de la communication qui lui a été faite.

Le Président-Rapporteur,

MAX HALLET.



Annexe.

COMMUNICATION DE LA COUR DES COMPTES.

Un différend a surgi entre la Cour des Comptes et le Ministère de l'Agriculture, à l'occasion de la liquidation d'une ordonnance émise pour le *paiement du premier terme de la pension* accordée par Arrêté royal du 23 octobre 1926, à M. Bolle.

Ce fonctionnaire exerçait les fonctions de *Directeur au Ministère de l'Agriculture*, lorsque, en 1908, il fut nommé *Membre du comité permanent de l'Institut international d'Agriculture à Rome*.

En même temps, il était placé dans la position de *disponibilité*, avec *conservation de son rang d'ancienneté* dans le *cadre d'activité*. L'arrêté de nomination mentionnait : « Il jouira en cette qualité d'un traitement annuel de *12,500 francs* ». Ce chiffre comprenait, outre le traitement maximum de 7,500 francs, afférent à son grade, une somme de 5,000 francs allouée à raison de sa mission spéciale.

L'intéressé fut *assimilé en 1912*, pour le rang hiérarchique, aux *Inspecteurs généraux* du Département, et bénéficia d'un traitement de *13,500 francs*, alors que celui de ce dernier grade n'était que de 9,000 à 10,000 francs.

En 1921 et en 1924, il obtint une rémunération *globale, supérieure de 6,500 frs.* au montant fixé par le règlement organique en vigueur à cette époque.

Cette différence représente en fait une *indemnité fixe et annuelle accordée à titre de frais de représentation*, qui avait été considérée, d'abord, comme indemnité de résidence. Suivant l'affirmation du Département, elle n'a été incorporée dans le traitement de l'intéressé, lors de sa désignation pour Rome, qu'afin de pouvoir être prise en considération dans le calcul de sa pension.

Or, la Cour avait fait observer à M. le Ministre de l'Agriculture, qu'à son avis, le traitement de M. Bolle était composé de deux éléments : une partie correspondant à un traitement de l'administration centrale, et un supplément attribué à raison des charges et des frais imposés à l'intéressé par sa mission à Rome et que, parlant, les prescriptions de l'article 2 de l'Arrêté royal du 25 novembre 1848 pris en exécution de la loi du 21 juillet 1844, ne permettent pas d'assimiler ces charges et ces frais à un casuel ou à des émoluments tenant lieu de supplément de traitement pour la fixation du traitement proprement dit, attendu que dans l'espèce, ils constituaient le *remboursement de dépenses* inhérentes à la fonction. En terminant, la Cour ajoutait que la nature de pareille indemnité était d'ailleurs nettement caractérisée par l'Arrêté royal du 28 août 1926, désignant le successeur de M. Bolle. D'après cet arrêté, ce fonctionnaire jouit en qualité de Directeur général de l'administration centrale mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, d'un traitement et à titre de supplément, d'une indemnité déterminée au prorata du nombre de journées passées à Rome.

Mais le Conseil des Ministres estimant que le fonctionnaire en cause devait bénéficier des avantages spéciaux de la situation qu'il occupait, a transmis à la Cour la délibération reproduite ci-après :

Cabinet du
Premier Ministre

N 344

LE CONSEIL DES MINISTRES,

Vu l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des Comptes;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1926, accordant une pension de retraite à M. Bolle, O., Inspecteur général au Ministère de l'Agriculture.

Considérant que M. Bolle jouissait, avant sa mise à la retraite, et depuis 1908, en qualité de délégué permanent de la Belgique à l'Institut international d'Agriculture, à Rome, d'un *traitement spécial* supérieur au barème des fonctionnaires de son grade;

Considérant que, lors de sa désignation pour l'Institut de Rome, le Gouvernement avait d'abord alloué à M. Bolle un *traitement et une indemnité* de résidence et qu'un nouvel Arrêté royal lui a alloué un *traitement comprenant les deux rémunérations*;

Considérant que cette dernière mesure a été prise à la demande de l'intéressé, pour tenir compte des sacrifices personnels que devait lui imposer sa nouvelle situation, pour permettre d'opérer des retenues sur l'ensemble de ses émoluments et de faire intervenir ceux-ci intégralement dans le calcul de sa *pension* et, éventuellement, dans celle de sa femme ou de ses héritiers;

Considérant qu'il est équitable de respecter l'accord intervenu entre le Gouvernement et le fonctionnaire en cause,

DÉCIDE :

La pension de M. Bolle, inspecteur général honoraire du Ministère de l'Agriculture, ancien délégué permanent de la Belgique à l'Institut international d'Agriculture, sera calculée, pour la partie fixe et la partie mobile, conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 23 octobre 1926.

Bruxelles, le 13 juin 1927.

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Henri JASPAR.

(Suivent les signatures de tous les Ministres.)

Se conformant au troisième alinéa de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846, la Cour a visé avec réserve l'ordonnance concernant la liquidation du premier terme de la pension dont il s'agit.

Fait et délibéré en séance.

Bruxelles, le 7 juillet 1927.

La Cour des Comptes :

Le Greffier en chef,

Le Premier Président,

DE RIJCKER.

DEMARTEAUX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MAART 1928.

Meeningsverschil tusschen het Rekenhof en het Departement van Landbouw, naar aanleiding van een geval van toepassing van de wet op de burgerlijke pensioenen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIEN, BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

Het meeningsverschil is opgerezen ter gelegenheid van de vereffening van een betalingsbevel uitgegeven met het oog op de vereffening van den eersten termijn van het pensioen, bij Koninklijk besluit van 20 October 1926 aan een ambtenaar toegekend. Deze oefende het ambt uit van bestuurder bij het Ministerie van Landbouw, toen hij, in 1908, benoemd werd tot lid van het Bestendig comiteit van het Internationaal Landbouwinstituut, te Rome.

Terzelfdertijd, werd hij geplaatst in den toestand van beschikbaarheid met behoud van zijn ouderdomsrang in liet actief kader. Het benoemingsbesluit vermeldde dat hij « in die hoedanigheid een jaarwedde zou genieten waarvan het cijfer, boven de bij zijn graad behoorende maximum-wedde, een bedrag zou behelzen toegekend wegens zijn bijzondere zending ».

De betrokkene werd in 1912, wat den hiërarchischen rang betreft, gelijkgesteld met de algemeene opzieners van het departement, en hij genoot een *hoogere wedde dan die verbonden* aan laatstbedoelden graad.

In 1921 en 1924, bekwaam bij een globale bezoldiging, hooger dan het bedrag vastgesteld door het te dien tijde van kracht zijnde organiek reglement.

Dat verschil vertegenwoordigde feitelijk een vaste en jaarlijksche vergoeding, toegekend als representatiekosten, en werd bij den aanvang als een verblijfsvergoeding beschouwd.

Het Rekenhof deed aan den Minister van Landbouw opmerken dat, naar zijn meening, bedoelde wedde samengesteld was uit twee bestanddeelen : een deel dat overeenkwam met een wedde en een bijslag toegekend wegens de lasten en kosten aan den belanghebbende door zijn zending, te Rome, opgelegd : bijgevolg,

(1) Zie bijlage.

(2) De Commissie is samengesteld uit de heeren Hallet, voorzitter; Pussemier, onder-voorzitter; Carlier en David, secretarissen; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wauwermans,

laten de voorschriften van het Koninklijk besluit van 25 November 1848 niet toe die lasten en kosten gelijk te stellen met een wedde-bijslag; zij zijn de terugbetaling van de aan de functie verbonden uitgaven.

De Ministerraad bekrachtigde het Koninklijk besluit waarvan sprake. Hij beroept zich op het feit dat, bij de aanduiding van dien ambtenaar voor het Instituut te Rome, de Regeering eerst aan dien ambtenaar een wedde en een verblijfsvergoeding had toegekend, terwijl een nieuw Koninklijk besluit hem naderhand een wedde had toegekend beide bezoldigingen omvattende.

Laatstbedoelde maatregel werd getroffen om rekening te houden met de persoonlijke opofferingen welke de betrokkene zich door zijn nieuwen toestand moest getroosten, om de mogelijkheid te scheppen afhoudingen te doen van zijn gezamenlijke bezoldigingen en deze algeheel te doen in aanmerking komen bij de berekening van zijn pensioen.

De Regeering is van meening dat het billijk is de overeenkomst na te leven welke tusschen de Regeering en den betrokken ambtenaar getroffen werd.

Zich gedragende naar de wet van 29 October 1846, zoo heeft het Rekenhof het bestreden betalingsbevel onder voorbehoud geïnviseerd.

Uwe Commissie, terwijl zij het Rekenhof bedankt om zijn opmerkzaamheid en zijn nauwgezetheid, is van meening dat de Kamer er zich bij kan beperken akte te nemen van de haar gedane mededeeling.

De Voorzitter-Verslaggever,

MAX HALLET.

Bijlage

MEDEDEELING VAN HET REKENHOF.

Een meeningsverschil is opgerezen tusschen het Rekenhof en het Ministerie van Landbouw, ter gelegenheid van de vereffening van een betalingsbevel uitgegeven *ter vereffening van den eersten termijn* van het pensioen bij Koninklijk besluit van 23 October 1926 toegekend aan den Heer Bolle.

Die ambtenaar oefende het ambt uit van *Bestuurder aan het Ministerie van Landbouw*, toen hij in 1908 benoemd werd tot *Lid van het bestendig Comité van het Internationaal Landbouwinstituut te Rome*.

Terzelfdertijd, werd hij geplaatst in den toestand van beschikbaarheid met behoud van zijnen ouderdomsrang in het actief kader. Het benoemingsbesluit vermeldde : « In die hoedanigheid zal hij een jaarwedde van 12,500 frank genieten ». Dat cijfer behelsde, benevens de maximum-wedde van 7,500 frank die aan zijn graad verbonden was, een bedrag van 5,000 frank toegekend wegens zijn bijzondere opdracht.

De betrokkene werd in 1912, wat den hiërarchischen rang betreft, *gelijkgesteld* met de *Algemeene Opzieners* van het Departement en genoot een wedde van 13,500 frank, terwijl de wedde van dien laatsten graad slechts 9,000 tot 10,000 frank bedroeg.

In 1921 en in 1924, bekam hij een *globale bezoldiging* die 6,500 frank meer bedroeg dan het bedrag door het alsdan van kracht zijnde organiek reglement bepaald.

Dat verschil vertegenwoordigt in feite een *vaste en jaarlijksche vergoeding toegekend ten titel van representatiekosten*, dewelke aanvankelijk als een verblijfsvergoeding was aangezien geworden. Naar het Departement verklaart, werd zij in de jaarwedde van den belanghebbende, bij zijn aanstelling voor Rome, slechts begrepen, opdat zij later, bij het berekenen van zijn pensioen, in aanmerking zou komen.

Welnu, het Hof heeft aan den heer Minister van Landbouw doen opmerken, dat naar zijn oordeel, *de wedde van den heer Bolle samengesteld was uit twee bestanddeelen* : een *deel overeenkomstig met een wedde in het hoofdbestuur*, en een bijslag toegekend wegens de aan den belanghebbende opgelegde kosten en lasten in verband met zijn *zending te Rome*, en dat, dienvolgens, de voorschriften van artikel 2 van het Koninklijk besluit van 25 November 1848, genomen ter uitvoering der wet van 21 Juli 1844, *niet toelaten die lasten en kosten gelijk te stellen met toevallige baten of emolumenten* geldende als weddebijslag voor het bepalen van de eigenlijke wedde, aangezien zij, in dit geval, *de terugbetaling vertegenwoordigen van aan de functie verbonden uitgaven*. Eindelijk, voegde het Rekenhof er bij, dat de aard van een dergelijke vergoeding, trouwens, duidelijk *gekenschetst was door het Koninklijk besluit van 28 Augustus 1926, waarbij de opvolger van den heer Bolle aangeduid werd*.

Volgens dat besluit, geniet die ambtenaar als Algemeen Bestuurder bij het hoofdbestuur, ter beschikking gesteld van den Minister van Landbouw, een wedde en, als bijslag, een *vergoeding vastgesteld volgens het getal dagen die hij te Rome doorbrengt*.

Maar de Ministerraad, oordeelende dat de betrokken ambtenaar de bijzondere voordeelen moest genieten van den toestand dien hij bekleedde, maakte aan het Rekenhof het besluit over, dat wij hierbeneden overschrijven :

Kabinet
van de Eersten Minister

N^o 341.

DE MINISTERRAAD,

Gezien artikel 14 van de wet van 29 October 1846, betreffende de inrichting van het Rekenhof;

Gezien het Koninklijk Besluit van 23 October 1926, waarbij aan den heer Bolle, O., Algemeen Opziener aan het Ministerie van Landbouw, een rustgeld wordt verleend;

Overwegende dat de heer Bolle, vóór zijne op rustgeldstelling en sedert 1908, als bestendig afgevaardigde van België bij het Internationaal Landbouwinstituut te Rome, een *bijzondere wedde* genoot, die hooger was dan die voorzien in de wedderegeling voor de ambtenaren met zijn graad;

Overwegende dat de Regeering, bij zijne aanduiding voor het Instituut, te Rome, aanvankelijk aan den heer Bolle *eene wedde en eene vergoeding* voor verblijf had toegekend, en dat een nieuw Koninklijk besluit hem een *wedde heeft toegekend de twee bezoldigingen omvattende*;

Overwegende dat die laatste maatregel getroffen werd op aanvraag van den betrokkene, om rekening te houden met de persoonlijke opofferingen die hij zich wegens zijn nieuwen toestand moest getroosten, om de mogelijkheid te scheppen afhoudingen te doen van zijn gezamenlijke bezoldigingen en deze geheel en al te doen in aanmerking komen bij de berekening van zijn *pensioen*, en gebeurlijk, bij dat van zijn vrouw of zijn erfgenamen;

Overwegende dat het billijk is de overeenkomst na te leven, welke tusschen de Regeering en den betrokken ambtenaar getroffen werd,

BESLIST :

Het pensioen van den Heer Bolle, Eere-Algemeen-Opziener van het Ministerie van Landbouw, gewezen bestendig afgevaardigde van België bij het Internationaal Landbouwinstituut, wordt voor het vast en voor het veranderlijk gedeelte berekend overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk besluit van 23 October 1926.

Brussel, 13 Juni 1927.

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

(Volgen de handteekeningen van al de Ministers.)

Zich gedragende naar het derde lid van artikel 14 van de wet van 29 October 1846, zoo heeft het Hof het betalingsbevel betreffende den eersten termijn van bovenbedoeld pensioen onder voorbehoud gevisceerd.

Gedaan en na beraad besloten in vergadering.

Brussel, 7 Juli 1927.

Het Rekenhof :

De Hoofdgriffier,

DE RIJCKER.

De Eerste Voorzitter,

DEMARTEAUX.